



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

1e 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219101615-20230119-2023007-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

ARRETE N°2023 - 007 – VIE ECO/LR

OBJET : INTERDICTION DE CONSOMMATION D'ALCOOL SUR LES ESPACES PUBLICS OUVERTS A LA CIRCULATION.

La Maire de Chilly-Mazarin,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-24, L.2131-1, L. 2131-2, L. 2212-1, L. 2112-2, et L. 2213-4, relatifs aux pouvoirs de police de Madame la Maire,

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L. 3321-1, L. 3341-1 et suivants relatifs à la répression de l'ivresse publique, et L. 3342-1 et suivants relatifs à la protection des mineurs contre l'alcoolisme, titre V concernant les dispositions pénales, et dans ses articles R. 3353-1 et suivants, et R. 3353-5-1,

VU le Code pénal et notamment ses articles 131-13, R. 610-5 et R. 623-2,

VU le Code des Débits de Boissons et des Mesures contre l'Alcoolisme et son chapitre 1^{er} du titre IV relatif à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme,

VU le Code de Procédure Pénale dans ses articles R. 40 et R. 53,

VU le décret n° 2022-185 du 15 février 2022, modifiant la classe de la contravention prévue à l'article R. 610-5 du code pénal et instituant de nouvelles contraventions,

VU la circulaire NORM/INT/D/05/00044/C du 4 avril 2005 relative à la prévention des atteintes à l'ordre et à la tranquillité publics liées à la vente de boissons alcooliques à emporter et à la consommation d'alcool,

VU le règlement sanitaire départemental, notamment les dispositions générales de propreté et de salubrité,

VU l'arrêté municipal n° 14-007 du 6 janvier 2014 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Maire de prévenir les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, la sûreté, à la tranquillité publique et la salubrité publique,

CONSIDERANT les troubles à la tranquillité publique créés par des personnes consommant de l'alcool dans des lieux ouverts au public,



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

le 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219101615-20230119-2023007-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

CONSIDERANT que la consommation excessive de boissons alcoolisées et le comportement agressif sur le domaine public des personnes en état d'ébriété, sur les voies, places, jardins et parcs publics de la Ville portent atteinte à l'ordre, à la tranquillité et à la sécurité publics,

CONSIDERANT les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la tranquillité et à la salubrité publics, résultant de la consommation excessive de boissons alcoolisées sur la voie publique et sur les voies privées ouvertes à la circulation publique, et qu'il importe d'en protéger les personnes et notamment les mineurs,

CONSIDERANT les doléances des riverains,

CONSIDERANT les interventions effectuées par les Polices Nationale et Municipale,

CONSIDERANT les comptes rendus de Police relatant une recrudescence des constats concernant la consommation d'alcool sur la voie publique et l'augmentation du ramassage de verres brisés, plastiques et de canettes d'aluminium dans certains endroits de la commune,

CONSIDERANT le danger que constituent ces détritits pour la sécurité des piétons et des enfants,

CONSIDERANT que la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur certains secteurs de la commune est de nature à créer des désordres matériels et des nuisances sonores sur le domaine public,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures tendant à faire cesser immédiatement les mesures portant réglementation de la consommation de boissons alcoolisées et d'empêcher que ces infractions soient commises sur les voies ouvertes à la circulation publique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-203 du 11 juillet 2017, relatif à l'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique.

ARTICLE 2 : Du 1^{er} mars au 31 octobre, la consommation de boissons alcoolisées est interdite dans les périmètres définis en annexe 1 et matérialisés par le plan en annexe 2.

ARTICLE 3 : Cette interdiction s'applique dans les périmètres précités :

- A proximité des établissements d'accueil des activités éducatives : établissements d'accueil de la Petite Enfance, établissements scolaires et accueils de loisirs.
- Sur les voies, places, parcs, parkings, lieux publics de la commune et voies privées ouvertes à la circulation publique.



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

le 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219101615-20230119-2023007-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

ARTICLE 4 : Cette interdiction ne s'applique pas aux lieux suivants :

- Les aires de pique-nique aménagées aux heures habituelles de repas ;
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool a été autorisée,
- Les établissements (restaurants, bars, hôtels...) autorisés à vendre de l'alcool sur leur terrasse privative ou qui disposent d'une autorisation d'occupation du domaine public.

ARTICLE 5 : Le fait pour une personne de circuler sur les voies publiques et domaines publics ou ouverts à la circulation précités, munie d'une ou plusieurs bouteilles d'alcool ouvertes est assimilée à sa consommation.

ARTICLE 6 : Des dérogations pourront être accordées lors des manifestations locales, culturelles, sportives, l'organisateur de la manifestation devant obligatoirement présenter une demande écrite au Maire en indiquant le périmètre de la fête et le lieu de vente de boissons alcoolisées.

ARTICLE 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur qui pourront, le cas échéant, en cas d'ivresse publique manifeste dans les périmètres désignés, procéder à la confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans les deux mois à compter de sa parution.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Palaiseau et publié sur le site internet de la Commune.

ARTICLE 10 : Madame la Commissaire de Police, les agents de la Police Municipale et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié.

Chilly-Mazarin, le dix-neuf janvier deux mille vingt-trois

La Maire,
Rafika REZGUI

*La Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte et informe
Que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours
Pour excès de pouvoirs devant le Tribunal Administratif
Dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

